



Rosenweg 25
CH-3007 Bern
+41 (0)31 381 12 19
info@unite-ch.org
www.unite-ch.org

Schweizerischer Verband
für Personelle
Entwicklungszusammenarbeit

Association suisse pour
l'échange de personnes dans la
coopération internationale

Associazione Svizzera per lo
scambio di persone nella
cooperazione internazionale

Destinataire

Confédération Suisse
Département fédéral des affaires étrangères DFAE
Département fédéral de L'économie, de la
formation et de la recherche DEFR
IZA25-28@eda.admin.ch

Berne, le 20 septembre 2023

Prise de Position d'Unité concernant le message sur la stratégie de coopération internationale 2025-2028

Madame, Monsieur,

Nous vous prions de trouver ci-dessous la prise de position de l'association faîtière Unité, fondé en 1964, et regroupant 13 organisations suisses actives dans la coopération au développement par l'échange de personnes.

Unité salue le fait que le présent message sur la stratégie de coopération internationale 2025 -2028 s'inscrit dans la continuité de la précédente stratégie, qu'il s'appuie sur les succès des dernières années et qu'il s'aligne sur les objectifs de développement durable de l'Agenda 2030. Nous regrettons toutefois que les ressources financières et les approches prévues ne soient pas pleinement conformes à ces objectifs, aux principes internationalement reconnus de l'efficacité de l'aide et aux engagements internationaux de la Suisse.

Alors que les défis mondiaux et les besoins des pays les plus défavorisés se sont accrus ces dernières années et que les multiples crises mondiales menacent la mise en œuvre de l'Agenda 2030, il est grand temps que le financement public suisse du développement atteigne les 0,7% du revenu national brut promis au niveau international. Unité ne comprend donc pas pourquoi la Confédération prévoit de grever le budget déjà trop serré de la CI de dépenses supplémentaires qui pourraient également être financées en dehors des crédits d'engagement de la CI 2025-28. Il faut absolument éviter de réduire les fonds alloués à la coopération au développement et, par conséquent, les fonds disponibles pour les pays du Sud touchés par la crise.

Unité Stellungnahme zur Strategie der internationalen Zusammenarbeit 2025–2028

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir bitten Sie um Kenntnisnahme der untenstehenden Stellungnahme von Unité, dem 1964 gegründeten und aus 13 Mitgliedorganisationen bestehenden Dachverband für Personelle Entwicklungszusammenarbeit.

Unité begrüsst, dass die vorliegende Botschaft zur Strategie der internationalen Zusammenarbeit 2025 -2028 auf Kontinuität mit der vorherigen IZA-Strategie setzt, auf den Erfolgen der letzten Jahre aufbaut und dass sie sich an den nachhaltigen Entwicklungszielen der Agenda 2030 ausrichtet. Wir bedauern jedoch, dass die vorgesehenen finanziellen Mittel und Ansätze nicht vollständig mit diesen Zielen, den international anerkannten Grundsätzen der Wirksamkeit der Entwicklungszusammenarbeit und den internationalen Verpflichtungen der Schweiz übereinstimmen.

Angesichts der Tatsache, dass die globalen Herausforderungen und die Bedürfnisse der am stärksten benachteiligten Länder in den letzten Jahren gewachsen sind und die multiplen globalen Krisen die Umsetzung der Agenda 2030 gefährden, ist es höchste Zeit, die öffentliche Entwicklungsfinanzierung der Schweiz auf die international versprochenen 0.7% des Bruttonationaleinkommens zu erhöhen. Für Unité ist es deswegen unverständlich, warum der Bund plant, das bereits viel zu knappe IZA-Budget mit zusätzlichen Ausgaben zu belasten, welche auch ausserhalb der IZA-Verpflichtungskredite 2025–28 finanziert werden könnten. Eine Kürzung der Mittel für die Entwicklungszusammenarbeit und damit der verfügbaren Gelder für den krisengeplagten Globalen Süden ist unbedingt zu vermeiden.

1. Question 1 – Objectifs de la CI suisse : Estimez-vous les quatre objectifs de développement et les objectifs spécifiques retenus pertinents (cf. ch. 3.3.2 du rapport explicatif)?

Nous considérons les quatre objectifs retenus comme pertinents. Ils s’inscrivent dans la continuité de la stratégie précédente et sont cohérents avec les objectifs internationaux de l’Agenda 2030. Ils correspondent également à des domaines d’expertise reconnus de la coopération internationale suisse.

Nous estimons néanmoins que des corrections doivent être apportées dans les objectifs spécifiques.

A notre sens, **l'accès de toutes et tous à une éducation de base et une formation professionnelle de qualité doit être intégrée comme objectif spécifique** dans l’objectif du « développement humain ». A juste titre, la stratégie du Conseil Fédéral mentionne la nécessité d’une éducation de qualité pour garantir la santé et le développement économique, ainsi que la valeur ajoutée de la Suisse dans ce domaine (ch. 3.3). La présente stratégie de la CI ne tient pas suffisamment compte de l’importance d’une éducation de base et d’une formation professionnelle de qualité, alors qu’il s’agit de l’un des outils les plus efficaces pour réduire la pauvreté, renforcer la paix et la stabilité, améliorer l’équité (entre les sexes), l’inclusion et la santé. Pour les individus, l’éducation offre plus d’emplois, plus de revenus, plus de santé et moins de pauvreté. Pour la société, elle favorise la croissance économique à long terme, stimule l’innovation, renforce les institutions et renforce la cohésion sociale¹. L’éducation de qualité doit être un pilier de toute stratégie de développement et figurer comme telle dans le message.

¹ [Education, World Bank](#), 11 April 2023.

L'objectif spécifique de la lutte contre la faim devrait également être intégrée à l'objectif du « développement humain » et non à l'objectif « Climat et environnement ». En effet, le renforcement des systèmes alimentaires englobe de nombreuses autres dimensions que celles seules du climat et de l'environnement, bien qu'elles soient importantes.

Concernant l'objectif « Climat & environnement » **la Suisse ne doit pas se limiter à inciter seulement les organisations multilatérales à intégrer les objectifs de l'Accord de Paris et de la Convention sur la diversité biologique, dans l'ensemble de leurs activités.** Cette approche doit être appliquée à l'ensemble des partenaires de la coopération internationale suisse. Dans le cadre d'une stratégie efficace en faveur du climat et de la biodiversité, les autres politiques de la Suisse (commerciale, financière, climatique, etc) doivent également être considérées, avec la mise en place d'un mécanisme efficace capable d'assurer une cohérence des politiques en matière de développement durable, telle qu'exigée de la Suisse par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE².

Dans l'objectif « Paix & gouvernance », **la lutte contre la réduction de l'espace pour la société civile doit être explicitement ajoutée comme objectif spécifique.** La société civile et les ONG jouent un rôle clé pour le développement, en particulier dans les contextes fragiles et les zones de conflits où les Etats ne sont pas en mesure de fournir des prestations à la population. Il est donc déterminant que la Suisse s'engage plus significativement en faveur de conditions-cadres favorables à l'engagement durable de ces acteurs, comme elle s'engage à la faire pour le secteur privé. Alors que « *l'année 2022 a été marquée par un grave recul de l'espace civique, avec plus de personnes que jamais vivant dans des pays où l'espace civique est fermé*³ », la répression et les menaces que subissent la société civile, les ONG et les défenseurs des droits humains mettent en péril la mise en œuvre des objectifs du développement durable.

2. Frage 2 – Geografischer Fokus: Halten Sie die vorgeschlagene geografische Fokussierung für sinnvoll (vgl. Ziff. 3.3.3 des erläuternden Berichts)?

Es ist begrüssenswert, dass die Schweizer IZA ihre Präsenz in fragilen Ländern verstärken will, da die Schweiz in der Friedensförderung über eine besondere Expertise verfügt und effektiv dazu beitragen kann, Frieden und Stabilität in diesen Regionen zu fördern. **Dabei sollte die IZA der Schweiz insbesondere zur Stärkung der Zivilgesellschaft beitragen,** denn eine starke Zivilgesellschaft wirkt der Fragilität entgegen, stärkt die politische Teilhabe der Bevölkerung und damit die (politische) Stabilität eines Landes.

Der Fokus der Schweizer IZA sollte allerdings noch stärker auf den am wenigsten entwickelten Ländern (least developed countries, LDCs) liegen, wo die Bedürfnisse am dringendsten und grössten sind. Dies gilt insbesondere für die Länder der Sahel-Zone, wo die Auswirkungen der multiplen Krisen der letzten Jahre (steigende Armut & Hunger, Klimawandel, politische Instabilität, Auswirkungen der Covid-19 Pandemie und des Ukraine Kriegs, hohe Inflation) besonders drastisch sind. Zudem kann in diesen Ländern mit den vorhandenen finanziellen Mittel mehr Menschen geholfen werden als in den anderen Schwerpunktländer.

Die verstärkte Zusammenarbeit mit dem Privatsektor und Wirtschaftsförderung sollte sich ebenfalls auf die 23 LDC konzentrieren, insbesondere weil sie im Gegensatz zu Schwellenländern weniger Investitionen aus der

² [Switzerland Mid-term Review](#), OECD, 7 April 2022.

³ [CIVICUS Monitor 2022](#), Civicus, 2022

Privatwirtschaft anziehen. Anstatt neue Partnerländer wie Marokko aufzunehmen, sollte das SECO vermehrt mit LDCs zusammenarbeiten.

Die letzten vier Jahre haben gezeigt, dass – entgegen anderslautenden Annahmen – die Bedürfnisse in Lateinamerika und insbesondere in Zentralamerika gewachsen sind. Die Gründe dafür sind das Wiederaufflammen der Gewalt, ein Rückgang der Demokratie sowie Naturkatastrophen, die zu humanitären, sozialen und Migrationskrisen geführt haben. Vor diesem Hintergrund ist es wichtig, dass die Schweizer Entwicklungszusammenarbeit auf diesem Kontinent aufmerksam bleibt und ihren Handlungsspielraum voll ausschöpft, um zur Entwicklung dieser Region beizutragen, in der Rückschritte zu verzeichnen waren.

3. Frage 3 – Ukraine: Unterstützen Sie die vorgeschlagene Mittelzuweisung für die Ukraine (vgl. Ziff. 3.4 des erläuternden Berichts)?

Unité unterstützt die Mittelzuweisung für die Ukraine, wenn diese nicht auf Kosten der am stärksten benachteiligten Länder geschieht. Um dies zu verhindern, sollten die Mittel für die IZA auf die international versprochenen 0.7% des Bruttonationaleinkommens (BNE) erhöht werden oder mindestens die zur Unterstützung der Ukraine vorgesehenen Mittel als ausserordentliche Ausgabe ausserhalb des IZA-Budgets gesprochen werden. Das Finanzhaushaltsgesetz erlaubt eine Finanzierung der Unterstützungsmassnahmen für die Ukraine als ausserordentliche Ausgabe und die Schweiz verfügt über den dafür nötigen finanziellen Handlungsspielraum, wie eine von Alliance Sud in Auftrag gegebene Studie aufzeigt⁴. Die Zuweisung von 1.5 Milliarden Franken des IZA-Budgets an die Ukraine wäre nur auf Kosten der bisherigen Entwicklungsprojekte und insbesondere der besonders bedürftigen LDC möglich. Dies ist für Unité unverständlich und inakzeptabel. Zudem würde dies zu einer Neuausrichtung der Schweizer IZA führen, denn die Ukraine würde 13% der gesamten IZA-Gelder erhalten. Das bedeutet, dass allein für die Ukraine mehr als die Hälfte der gesamten öffentlichen Entwicklungsausgaben für ganz Afrika vorgesehen sind.⁵

Die Schweiz würde sich damit einem beunruhigenden internationalen Trend anschliessen, denn ein erheblicher Anteil der öffentlichen Entwicklungsfinanzierung (APD) der DAC-Länder hat sich seit dem Ausbruch des Kriegs in der Ukraine bereits von den bisherigen Empfängerländer in die Ukraine (und in die Finanzierung der Aufnahme von Flüchtlingen) verlagert. Die bilaterale Entwicklungsfinanzierung für die LDC ist im Jahr 2022 von 33 Milliarden US-Dollar auf 32 Milliarden US-Dollar gesunken. Der dramatische Anstieg der Ausgaben für die Kosten der Aufnahme von Flüchtlingen im eigenen Land bedeutet, dass die DAC-Länder jetzt ähnlich viel für diese Ausgaben ausgeben wie für die Entwicklungshilfe in den LDC. Ohne Anrechnung der Asylkosten im Inland beträgt die prognostizierte APD-Quote der Schweiz für die Jahre 2025-28 lediglich 0.36 Prozent des BNE. Das ist beinahe halb so wenig wie die international versprochenen 0.7 Prozent und auch deutlich weniger als die 0.5 Prozent, für die sich das Parlament 2011 ausgesprochen hat.

Mit dem Ausstieg aus Lateinamerika in der IZA-Strategie 21-24 sollten die anderen Schwerpunktregionen – insbesondere Subsahara-Afrika sowie Nordafrika und Mittlerer Osten – gestärkt werden. Dies ist mit den geplanten 1.5 Mia CHF für die Ukraine bei nominell gleichbleibenden Mitteln nicht mehr möglich.

⁴ Tille, Cédric (2023): [Medium and long-term outlook for the Swiss Confederation's debt: when are adjustments needed, and by how much?](#)

⁵ Ukraine: 375 Mio CHF pro Jahr; bilaterale APD für alle Partnerländer in Afrika 2021: 615 Mio CHF

Die vorgesehene Mittelzuweisung für die ausserordentliche Situation in der Ukraine aus dem IZA-Budget zu finanzieren, reiht sich in den gefährlichen Trend der Schweizer IZA-Finanzierung ein, immer weniger Mittel für die langfristige Entwicklungszusammenarbeit bereitzustellen. Anstatt den Anteil der humanitären Hilfe auf 20-25% des IZA-Gesamtbudgets zu erhöhen, sollte das Gesamtbudget erhöht werden oder eine ausserordentliche Finanzierung beschlossen werden. Dabei scheint immer mehr vergessen zu gehen, dass die EZA bereits jetzt über unzureichende Mittel verfügt, um ihren eigentlichen Kernauftrag zu erfüllen: Die Unterstützung der in den LDC lebende benachteiligten Bevölkerungsgruppen, welche mit immer grösseren Herausforderungen zu kämpfen hat. Eine wirksame und ausreichend finanzierte internationale Zusammenarbeit ist angesichts der multiplen globalen Krisen dringlicher denn je.

Angesichts der dramatischen Situation in vielen Ländern des Globalen Südens ist eine Erhöhung der öffentlichen Entwicklungsfinanzierung auf 0.7% des Bruttonationaleinkommens längst überfällig. Die Schweiz hat als eines der reichsten Länder der Welt nicht nur die historische und ethische Verantwortung, diesem Finanzierungsziel endlich gerecht zu werden, sie hat sich im Dezember 2022 im Rahmen des von ihr organisierten *Effective Development Co-operation Summit 2022* auch erst gerade wieder auf der internationalen Bühne zu diesem Ziel bekannt⁶.

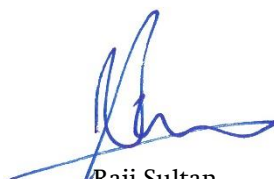
Autres remarques concernant la proposition de message du Conseil Fédéral

La stratégie doit s'engager explicitement à pleinement implémenter les quatre principes d'efficacité de la coopération au développement du Partenariat Mondial pour l'Efficacité du Développement (l'appropriation par les pays, la focalisation sur les résultats, les partenariats inclusifs, ainsi que la transparence et la redevabilité) et la déclaration que la Suisse a porté lors du sommet qu'elle a organisé à Genève en décembre 2022⁷. Dans ce cadre, elle doit s'engager en particulier à favoriser des conditions-cadres à la localisation des actions de développement. Cet engagement devrait être intégré aux orientations stratégiques de la coopération internationale suisse.

Au cœur du message figure l'expertise suisse en matière de coopération à long terme. Dans le chapitre 3.5.5 sur la valorisation du savoir-faire de la Suisse sur les thématiques du développement, les ONG de développement doivent être ajoutées aux centres de recherches, au secteur privé, aux cantons ou aux offices fédéraux, comme détenteurs de ces compétences thématiques. La coopération suisse doit également s'engager à créer des conditions cadres favorables à la mobilisation de ces ressources en appuyant notamment avec des moyens supplémentaires les initiatives et programmes qui visent à recruter, former et employer une première fois sur le terrain des professionnel-le-s issu-e-s du secteur privé ou du monde académique.



Alexander Flisch
Président



Raji Sultan
Secrétaire Général

⁶ Effective Development Co-operation Summit Declaration (2022): <https://effectivecooperation.org/system/files/2022-12/Final%20Outcome%20Document.pdf>